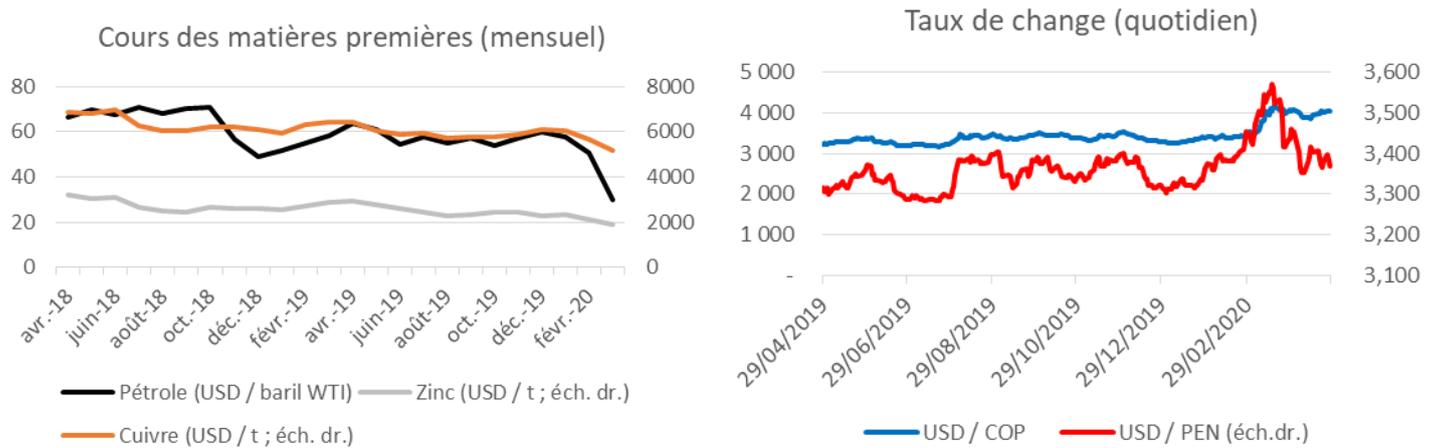




Région

2019 – Population : 138 M

PIB : 785 Mds USD



Nouvelles mesures ou annonces sanitaires / économiques.

	Etat du confinement	Macro	Sectoriel	Banque Centrale
Bolivie	Déconfinement par ville après le 10/05, selon risques ; frontières fermées au moins jusqu'au 31/05	Fonds crédits pour couvrir salaires (290 MUSD)	Baisse consommation carburants ¾ en avril	
Colombie	Construction et industrie manufacturière à partir du 27/04, sous réserve cahier des charges (et sur demande préalable à Bogota pour reprise construction 27/04 et manufactures 11/05)	+1,8 pt chômage en g.m. en mars (à 12,5%, + ht en 10 ans)	Baisse 55% investissements en E&P pétroles et 65% regalías (mais obligation Ecopetrol 2 Mds USD sursouscrite 2,5x)	Selon analystes, possible baisse taux entre 2,0 et 2,5% d'ici fin 2020
Équateur	A partir du 04/05 : système «Feux rouge» (décision par mairies) et réouverture construction et livraisons tous secteurs. Feu rouge à Quito, Cuenca et Guayaquil	Demande moratoire obligatoire Petroamazonas (175 MUSD) jusqu'en 2021 (2020 seulement intérêts, 5,4 MUSD)		
Pérou	Reprise livraisons resto après le 04/05	Demande 7.000 entreprises « suspensión perfecta » (chômage partiel) ; 31% sans travail ; total subventions ménages (75% couverts) : 1,5 Mds USD ; cotisants pourront retirer 25% AFP (loi promulguée par Congrès contre avis Gouvernement)	Tourisme réception -65% 2020	30 Mds PEN via crédits garantis par MEF pour 350.000 PME avec un horizon de 3 ans (dont 4 adjudgés à 0% réels) ; record réserves internationales 74 Mds USD (32% PIB)
Venezuela	12/05 reprise spontanée de commerces informels	Nouvelles dépenses 41 MUSD pour crise (dont 20 MUSD bonos)	Contrôle prix agro 27 produits et supervision ventes quelques entreprises agro	Demande vente or bloquée BoE pour fin. intervention PNUD

Les travailleurs informels du continent seraient les plus affectés par la pandémie.

Selon l'Organisation internationale du travail, ils auraient vu leurs revenus reculer en moyenne de 82% au cours du premier mois de la pandémie, contre une baisse moyenne de 60% au niveau mondial. L'OIT s'attend également à une hausse record de la pauvreté des travailleurs informels, passant de 27% d'entre eux (critère de revenu inférieur à 50% du revenu médian) à 84% (contre un passage de 26% à 69% au niveau mondial). S'agissant de la part des heures de travail perdues par l'ensemble du marché du travail, le continent est en revanche dans la moyenne mondiale, à 10,3% contre 10,5%.

Les marchés boursiers de la région en recul moyen de 20% en mars.

Selon la Fédération mondiale des bourses (WFE), le marché colombien a enregistré la plus forte baisse de capitalisation (en g.m.) du continent en mars, alors que celui de Lima résistait relativement bien.

Variation des indicateurs mars 2020 / février 2020

Place	Capitalisation boursière	Indice large
Bogota	-35,4%	-26,6%
Lima	-10,4%	-20,8%
Buenos Aires	-2,2%	N.D.
Sao Paulo	+15,1%	N.D.
Santiago	-19,1%	-15,7%
Mexico	-27,7%	-19,7%
Panama	-6,6%	-8,7%

Bolivie

2019 – Population : 12 M

PIB : 42 Mds USD

Une quarantaine stricte jusqu'au 10 mai, puis une flexibilisation prudente à partir du 11.

La Présidente par intérim Jeanine Añez a annoncé le 29 avril la prolongation du confinement jusqu'au 10 mai, ainsi que le début d'une « quarantaine dynamique » à partir du 11 mai, qui se traduira par la reprise graduelle des activités économiques, en fonction du niveau de risque sanitaire apprécié par le ministère de la Santé dans chaque département et ville. Mme Añez a par ailleurs averti que la « quarantaine dynamique » ne signifiait pas la fin de la quarantaine, et qu'un retour à des mesures strictes pourrait intervenir en cas d'évolution sanitaire défavorable. En outre, un grand nombre de mesures sont maintenues jusqu'au 31 mai au moins, dont la fermeture des frontières et des écoles et l'interdiction des événements publics. La Bolivie compte 1110 cas confirmés de Covid-19 et 59 décès au 30 avril.

Le Gouvernement reporte au 5 mai le paiement de l'allocation universelle.

Le Ministre de l'Economie et des Finances Publiques José Luis Parada a annoncé mercredi le report du versement du « Bono universal », initialement prévu pour le 30 avril, afin d'éviter les foules dans les entités financières en cette période de règlement de différentes allocations (pensions de retraites, « renta dignidad »). Cette allocation d'un montant de 500 BOB devrait bénéficier à 4 millions de personnes âgées de 18 à 60 ans et ne cotisant à aucune AFP. Le versement de ce « Bono universal » sera effectué à partir du mardi 5 mai.

Le Trésor bolivien met à disposition 290 MUSD de crédits pour les entreprises formelles.

Dans le cadre du plan d'urgence d'appui à l'emploi, le Trésor bolivien va mettre à disposition 2 Mds BOB (290 MUSD) de crédits aux entreprises, afin de permettre à ses dernières de payer les salaires de leurs employés. Seules les entreprises formelles sont éligibles.

Colombie

2019 – Population : 48 M

PIB : 328 Mds USD

La Banque centrale abaisse son taux directeur de 50 pb.

Le taux ressort désormais à 3,25%, après une baisse similaire fin mars (la première depuis avril 2018). Les analystes s'attendent à une poursuite des baisses au cours de 2020, pour un taux en fin d'année entre 2,0 et 2,5%.

La Colombie devient le 37^e membre de l'OCDE.

Sept ans après le début des négociations et deux ans après avoir été formellement invité à rejoindre l'organisation, le pays a finalement déposé ses instruments d'adhésion. La Colombie devient le troisième membre latino-américain de l'OCDE, après le Mexique (1994) et le Chili (2010), et devrait dans les prochains mois être rejointe par le Costa Rica.

Emission obligataire de 2 Mds USD pour Ecopetrol.

Malgré le contexte économique, notamment sur les marchés pétroliers, le groupe pétrolier public a vu son offre (obligations à 10 ans, au taux de 7%) sursouscrite 2,5 fois, avec 250 investisseurs effectifs. Les fonds levés doivent notamment renforcer la trésorerie de l'entreprise, et viennent compléter les 665 MUSD de lignes de crédits mobilisées auprès de Scotiabank et Mizuho Bank en début d'année.

Chute des prêts aux TPE & PME, malgré les lignes de garantie.

Les décaissements de prêts en faveur de ces entreprises ont reculé de 39% en g.m. sur les trois premières semaines d'avril, en dépit du programme de gouvernemental de garantie portant sur 90% des montants (pour un total de 16.000 Mds COP, soit 1,1% du PIB). L'association du secteur attribue cette situation à la concentration des équipes des banques sur la renégociation des prêts existants (25% du portefeuille de crédits total des banques aurait été renégocié, pour un total de 124.000 Mds COP).

Recul de près de 30% des exportations en mars en g.a.

Cette baisse, à 2,4 Mds USD, est intégralement attribuable à la baisse des ventes de combustibles (-52%, à 933 MUSD, avec -60% pour le pétrole et -31% pour la houille), les autres postes progressant. Sur l'ensemble du 1^{er} trimestre, la chute en g.a. est de 8,7% (avec -15,1% pour les combustibles, dont -10% pour le pétrole et +1% pour la houille). La chute du poste combustibles est imputable au seul effet prix, les volumes progressant (+55% pour la houille au 1^{er} trimestre en g.a. et stabilité pour le pétrole).

Equateur

2019 – Population : 17 M

PIB : 108 Mds USD

Annnonce de nouvelles disponibilités par la BID.

La BID a annoncé la disponibilité de nouvelles lignes de crédit pour 2020 d'un montant de 623,8 MUSD. Un premier financement de 250 MUSD sera destiné au secteur de la santé, une opération de 93,8 MUSD sera consacrée au financement des PME et enfin une ligne de libre disponibilité budgétaire de 280 MUSD est prévue. Ces nouvelles lignes de crédit ont été validées après le report pour 2021 d'une ligne de crédit à d'autres fins de 343 MUSD. Finalement 90 MUSD au titre d'aide d'urgence seront également mis à disposition.

Demande de moratoire des bons « Petroamazonas ».

Le ministère des Finances a lancé une demande de moratoire jusqu'en 2021 pour les bons Petroamazonas, dans le cadre de sa stratégie de renégociation de la dette souveraine. Le gouvernement équatorien propose le paiement d'intérêts d'un montant de 5,4 MUSD en 2020 et le remboursement du capital (175 MUSD) à partir de 2021.

Publications des statistiques corrigées.

Suite à des corrections du système statistique, le ministère des Finances et le FMI ont publié des nouveaux chiffres (à partir de 2018) avec la méthodologie actualisée qui reflètent une augmentation du déficit budgétaire en 2019 à 2,8% du PIB (contre 1,3% initialement inscrits). Ce décalage s'expliquerait par l'inscription de certains prêts comme des revenus et par l'inscription de certaines dépenses comme remboursements de dette.

Pérou

2019 – Population : 32 M

PIB : 229 Mds USD

Le Président Vizcarra veut une réforme des retraites dans un délai de 6 mois.

Le Chef de l'Etat a annoncé le 29 avril avoir envoyé au Congrès un projet de loi pour une réforme intégrale du système des retraites. Il pose l'objectif d'une validation en 6 mois, après une phase de concertation et l'installation d'une commission spéciale (3 parlementaires, 3 représentants de l'exécutif – MEF, Ministère du travail et ONP – et 2 représentants de la SBS et de la BCRP). Sans donner plus de détails, le Président a souhaité la création d'un système de retraites unifié (actuellement il en existe trois : les AFP, l'ONP, et *Pension 65*).

Les cotisants aux AFP pourront retirer jusqu'à 25% des fonds accumulés.

Le Président du Congrès Manuel Merino a promulgué le 30 avril la loi permettant aux cotisants de retirer jusqu'à 25% du montant de leur AFP, contre l'avis de l'exécutif qui penchait pour une option plus prudente (retrait jusqu'à 5000 PEN pour maintenir l'équilibre du système). Mais paradoxalement, le Président Vizcarra ne s'est pas opposé formellement au projet de loi promu par le Congrès dans le délai légal (qui courait jusqu'au 29 avril), ouvrant la voie à sa promulgation par M. Merino comme le prévoit la Constitution. Cette mesure est très attendue par les salariés confrontés à une chute de leurs revenus en raison de la crise liée au Covid-19.

L'exécutif envisage un nouvel impôt « solidaire ».

Le Gouvernement indique travailler à la mise en place d'un nouvel impôt « solidaire » qui s'appliquerait aux personnes physiques percevant les plus hauts revenus, et aux entreprises. Cet impôt ne s'appliquerait qu'en 2020 et permettrait de collecter 300 M PEN. Au préalable, le Parlement doit toutefois voter les « facultés législatives » permettant à l'exécutif de légiférer dans le domaine fiscal.

Les réserves de change à leur plus haut niveau historique.

Les réserves internationales nettes du Pérou ont atteint un record le 22 avril à 74,3 Mds USD. La Banque centrale de réserve indique qu'il s'agit du ratio le plus élevé (32% du PIB) des principales économies de la région.

Bank of China autorisée à initier ses activités au Pérou.

L'institution vient de recevoir l'autorisation d'opérer sous le nom de « Bank of China (Peru) S. A. », en tant qu'« entreprise bancaire d'opérations multiples ». Bank of China rejoint ICBC, une autre banque chinoise déjà active au Pérou.

Venezuela

2019 – Population : 28 M

PIB : 70 Mds USD

Le gouvernement renforce le contrôle sur les entreprises agro-alimentaires.

Le gouvernement a mis sous tutelle pendant 180 jours, le fabricant d'huiles végétales Coposa et supervise désormais les ventes des Groupes alimentaires Polar, Plumrose, TBS Logistics et l'abattoir de Turmero. Un contrôle des prix est également imposé sur 27 produits alimentaires.

Le revenu minimum augmentera de 78% en mai.

Le revenu minimum (salaire de base et ticket d'alimentation) passera à 800.000 VES, soit 4,5 USD au taux de change officiel, contre 450.000 VES actuellement. De son côté, l'organisme Cendas estime le panier alimentaire de base à 357 USD en avril.

Le gouvernement envisage une restructuration de l'industrie pétrolière.

Afin de réorganiser les activités pétrolières, Nicolas Maduro a nommé Tareck El-Aissami à la tête du ministère du Pétrole et Asdrúbal Chavez, comme président de l'entreprise nationale pétrolière (PDVSA). Par ailleurs, selon la presse, le consortium iranien Khatam al-Anbiya sera chargé de réparer puis gérer la raffinerie d'Amuay (645.000 b/j).

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Bogota (adresser les demandes à christine.besnard-loporto@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service économique régional

Adresse : Carrera 11 No. 93-12
Bogota - COLOMBIE

Rédigé par : les Services économiques Amérique andine
Revu par : Thomas MARX

Version du 30 avril 2020